

Audience publique du 26 mai 2004

Recours formé par Monsieur ..., ...
contre deux décisions du ministre de la Justice
en matière de statut de réfugié

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 17562 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 10 février 2004 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Iran) de nationalité iranienne, demeurant actuellement à L-..., tendant à la réformation d'une décision du ministre de la Justice du 11 novembre 2003, notifiée le 14 novembre 2003, rejetant sa demande en reconnaissance du statut de réfugié comme n'étant pas fondée, ainsi que d'une décision confirmative du même ministre du 12 janvier 2004, notifiée le 12 janvier 2004, suite à un recours gracieux du 17 décembre 2003 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 10 février 2004 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions entreprises ;

Où le juge-rapporteur en son rapport et Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Madame le délégué du Gouvernement Claudine KONSBRÜCK en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 24 mai 2004.

Le 2 juin 2003, Monsieur ..., retenu au Centre de séjour pour personnes en situation irrégulière à Schrassig, introduisit oralement auprès du service compétent du ministère de la Justice une demande en reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et du Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967, approuvé par règlement grand-ducal du 6 janvier 1971, l'ensemble de ces dispositions étant ci-après dénommé « *la Convention de Genève* ».

Le même jour, Monsieur ... fut entendu par un agent de la police grand-ducale, section police des étrangers et des jeux, sur son identité et l'itinéraire suivi pour venir au Grand-Duché de Luxembourg.

Il fut entendu le 6 juin 2003 par un agent du ministère de la Justice sur sa situation et sur les motifs à la base de sa demande en reconnaissance du statut de réfugié.

Par décision du 11 novembre 2003, le ministre de la Justice informa Monsieur ... de ce que sa demande avait été rejetée au motif qu'il n'alléguerait aucune crainte raisonnable de persécution susceptible de rendre sa vie intolérable dans son pays d'origine, de sorte qu'aucune crainte justifiée de persécution en raisons d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un certain groupe social ne serait établie dans son chef.

Suite à un recours gracieux formulé par lettre du 17 décembre 2003 à l'encontre de cette décision ministérielle, le ministre de la Justice prit une décision confirmative le 12 janvier 2004.

Le 10 février 2004, Monsieur ... a fait introduire un recours en réformation contre les décisions ministérielles précitées.

L'article 12 de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile, 2. d'un régime de protection temporaire prévoit un recours en réformation en matière de demandes d'asile déclarées non fondées, de sorte que le recours en réformation, introduit par ailleurs dans les formes et délai de la loi, est recevable.

Quant au fond, le demandeur fait exposer qu'il aurait subi des persécutions de la part des gardiens de la révolution iraniens (les « Basiji ») agissant au nom du gouvernement. Il explique avoir été arrêté et torturé en raison de son refus de collaborer avec le service de renseignement iranien, qui exigeait de lui qu'il dénonce des opposants au régime. Il relate encore avoir fait l'objet de menaces de mort et d'agressions répétées en raison de son refus de collaboration.

Il décrit encore, d'une manière générale, les violations des droits de l'Homme perpétrées par le gouvernement iranien.

En substance, il reproche au ministre de la Justice d'avoir fait une mauvaise application de la Convention de Genève et d'avoir méconnu la réalité et la gravité des motifs de crainte de persécution qu'il a mis en avant pour justifier la reconnaissance du statut de réfugié.

Le délégué du Gouvernement estime pour sa part que le ministre de la Justice aurait fait une saine appréciation de la situation du demandeur, de sorte que celui-ci serait à débouter de son recours.

Il relève en particulier que le demandeur n'aurait jamais fait état lors de son audition des persécutions relatées dans la requête introductive d'instance, mais qu'il aurait seulement indiqué avoir eu des problèmes avec des jeunes de son quartier, jeunes qui ne sauraient constituer des agents de persécution au sens de la Convention de Genève.

L'article 1er, section A, 2. de la Convention de Genève, précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui *« craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion et de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses*

opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner ».

La reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation subjective spécifique a été telle qu'elle laissait supposer un danger sérieux pour sa personne.

L'examen des déclarations faites par le demandeur lors de son audition, ensemble les moyens et arguments apportés au cours des procédures gracieuse et contentieuse et les pièces produites en cause, amène le tribunal à conclure que le demandeur reste en défaut de faire état et d'établir à suffisance de droit, des raisons personnelles de nature à justifier dans son chef une crainte actuelle justifiée de persécution du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ainsi que le prévoit l'article 1^{er}, section A, 2. de la Convention de Genève.

Il ressort en effet du rapport d'audition du demandeur que celui-ci faisait l'objet dans son quartier de harcèlements, et occasionnellement de coups, de la part d'une bande de jeunes qui fréquentaient une maison de jeunes partisans du régime (bâtiment appelé le « PAYGAH »), les jeunes en question lui reprochant de ne pas fréquenter leur groupe.

Il s'agit là des seules persécutions dont le demandeur indique avoir été la victime : « *C'est juste ce que je viens de vous dire : les problèmes avec les jeunes du PAYGAH* ». Il en résulte que les persécutions dont fait état le demandeur se limitaient à ce seul quartier de sa ville. Il convient de relever en outre que le demandeur reste en défaut d'établir des raisons suffisantes pour lesquelles il n'aurait pas été en mesure de s'installer dans une autre partie de la ville de Khoy ou du pays et de profiter ainsi d'une possibilité de fuite interne.

Il résulte encore des déclarations du demandeur que celui-ci n'avait aucune activité politique.

Par ailleurs, les persécutions dont fait état le demandeur, émanant de jeunes du voisinage proviennent de tiers et non pas de l'Etat, de sorte qu'il appartient de surcroît au demandeur de mettre suffisamment en évidence un défaut de protection de la part des autorités. Une persécution ne saurait en effet être admise dès la commission matérielle d'un acte criminel, mais seulement dans l'hypothèse où des agressions commises par un groupe de la population seraient encouragées par les autorités en place, voire où celles-ci seraient incapables d'offrir une protection appropriée pour l'un des motifs des persécutions prévus par la Convention de Genève. Il y a lieu de souligner à ce sujet que le demandeur relève lui-même que la bande de jeunes n'était ni structurée ni organisée (« *Il n'y a pas de chef dans ces mouvements. C'est un rassemblement de jeunes de la ville et qui deviennent de fervents supporters du régime* » (...)) « *J'ai peur de ces jeunes. D'autant plus qu'ils ne sont pas structurés. Ils font ce qu'ils veulent et on ne peut pas se défendre* »), de sorte qu'il n'est pas établi que leur comportement ait été d'une quelconque manière guidé ou encouragé par le gouvernement iranien.

Le demandeur n'a par ailleurs pas démontré que les autorités administratives chargées du maintien de la sécurité et de l'ordre publics en place ne soient ni disposées ni capables de lui assurer un niveau de protection suffisant, étant entendu qu'il n'a pas fait état d'un quelconque fait concret qui serait de nature à établir un défaut caractérisé de protection de la part des autorités en place. Bien au contraire, il appert qu'estimant avant d'avoir effectué la moindre démarche que celle-ci serait de toute façon vouée à l'échec, il a préféré prendre la fuite (« *La justice prend toujours parti pour eux s'ils ont des problèmes avec la population. Je ne pouvais pas me défendre contre eux de ce fait* »).

Dans ces conditions, le demandeur n'a pas démontré un refus ou défaut concret et effectif de protection, rapporté à sa situation personnelle.

Il s'avère dès lors à l'examen des déclarations faites par le demandeur que sa fuite vers le Luxembourg a été motivée par un sentiment général d'insécurité (« *Il n'y a pas de démocratie (...) Je pense démocratiquement. La vie est difficile là-bas. Je voudrais être libre* »), mais non par des actes concrets laissant supposer un danger sérieux pour sa personne. D'ailleurs, questionné quant aux conséquences éventuelles de son retour au pays, il répond ne pas le savoir : « *Je suis un fugitif maintenant. Dieu seul sait quel sort m'attendra* ».

Il suit de ce qui précède que le demandeur n'a pas fait état d'une persécution ou d'une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève susceptible de justifier la reconnaissance du statut de réfugié dans son chef.

Cette conclusion n'est pas éternée par la note manuscrite versée aux débats par le demandeur, et accompagnée d'une traduction approximative, datée du 17 décembre 2003, et qui se rapporte à la décision ministérielle du 11 novembre 2003. Les faits tels que relatés dans cette note, où le demandeur prétend avoir distribué des tracts contre les « Basiji » et affirme avoir été tabassé par ces mêmes « Basiji » ainsi que par les gardiens de la révolution, sont en contradiction totale avec les déclarations telles qu'actées lors de l'audition du demandeur où celui-ci affirme n'avoir eu ni engagement ni activité politique et avoir été frappé par les jeunes du quartier.

Le tribunal ne saurait accepter les explications du demandeur selon lesquelles son placement au Centre de séjour pour personnes en situation irrégulière l'aurait à tel point traumatisé qu'il n'aurait pas été à même de faire des déclarations objectives. Le tribunal tient à souligner à ce sujet que le demandeur aurait pu se faire assister d'un avocat – qui est renseigné comme absent sur le rapport d'audition – ou qu'il aurait pu, le cas échéant, émettre des réserves avant de signer le rapport.

Quant aux faits tels que relatés par le demandeur dans sa requête introductive d'instance, qui mentionne des arrestations et tortures répétées du demandeur, et ce prétendument afin de le contraindre de collaborer avec les services secrets iraniens, le tribunal ne saurait accorder une quelconque crédibilité à de telles affirmations qui ne sont étayées par aucun élément du dossier, voire même qui sont contredites par les propres déclarations du demandeur.

Partant, le recours en réformation est à rejeter comme étant non fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement,
reçoit le recours en la forme,
au fond, déclare le recours non justifié et en déboute,
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 26 mai 2004 par :

Mme Lenert, premier juge,
Mme Gillardin, juge,
M. Sünner, juge,

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

s. Schmit

s. Lenert